

"Il n'est pas dans nos intentions de bousculer la loi Littoral"

À l'issue de son déplacement de deux jours sur l'île, Jacques Mézard, ministre de la Cohésion des territoires, a affirmé, hier, vouloir maintenir la protection des côtes, tout en ouvrant la porte à des "solutions concrètes"

Je reviendrai dans la ruralité." À l'issue d'un déplacement marathon de deux jours sur l'île, hier, les derniers mots du ministre de la Cohésion des territoires visaient à prendre date pour une nouvelle et prochaine visite en Corse. Tout en réaffirmant son attachement à son rôle d'"élu du rural".

Histoire d'illustrer son propos, après Bastia la veille, puis Ajaccio hier matin, Jacques Mézard avait choisi de se rendre à Appietto avant de prendre son vol pour Paris. Un dernier temps fort qui a notamment donné l'occasion au ministre d'évoquer la problématique, cruciale, de la constructibilité et de la maîtrise du foncier.

"Il n'est aucunement dans nos intentions de bousculer la loi Littoral, a-t-il en ce sens déclaré à quelques pas de la mer, face au golfe de Lava où un arrêt avait été programmé en présence de plusieurs maires de la communauté d'agglomération du pays ajaccien (Capa). Je le répète, il n'est pas question de remettre en cause les fondements de cette loi qui est un élément de protection de la richesse naturelle qu'il nous est aujourd'hui donné de contempler." Un terrain sur lequel le ministre était particulièrement

attendu, tant ces questions sensibles causent de vives inquiétudes parmi les élus.

Au premier rang desquels Jean-Guy Talamoni, qui n'avait pas souhaité rencontrer Jacques Mézard. "Côté loi Littoral, on voit bien que le gouvernement a déjà une position arrêtée. La méthode n'est pas loyale", déclarait ainsi le président de l'assemblée de Corse dans notre édition du 13 avril dernier, exprimant ses craintes quant au risque d'"assouplissement" de cette fameuse loi.

Des craintes partagées et relayées par le président du conseil exécutif de Corse qui, de son côté, a en revanche tenu à être présent tout au long de la visite ministérielle. "Au niveau politique, en ce qui concerne la révision constitutionnelle, nous sommes dans une position de blocage avec le gouvernement, a souligné Gilles Simeoni. Mais cela n'empêche pas que, du fait de mon rôle d'élu des Corses, je poursuis le dialogue pour tâcher de faire avancer des dossiers importants et apporter des réponses dans tous les domaines du quotidien."

À cet égard, si le président de l'exécutif se veut malgré tout prudent quant aux "engagements pris" par Jacques Mézard, il n'en reconnaît pas



La dernière étape de la visite ministérielle est passée, hier, par le golfe de Lava, sur la commune d'Appietto, où les élus ont évoqué la problématique foncière.

/ PHOTOS P.-A. F. ET J.-P. B.

moins le caractère "positif" de sa visite sur différents points. À commencer, donc, par cette assurance donnée quant à la préservation de la

loi Littoral. "Certes, les maires doivent faire face à certaines contraintes, mais il ne peut y avoir de démantèlement ou de mise en cause du principe

de cette loi, comme de la loi Montagne d'ailleurs. Je tenais à m'en assurer, tout en proposant également de mettre en œuvre un travail avec les

maires pour identifier les difficultés et permettre de desserrer l'étreinte de la spéculation foncière", a-t-il précisé.

Une position qui semblait faire consensus parmi les élus locaux présents. "Nous avons toujours été plus que protecteurs par rapport au littoral et tenons au maintien de la loi, insistent ainsi François Faggianelli, Étienne Ferrandi et Antoine Vincileoni, respectivement maires d'Appietto, Alata et Villanova, les trois communes sur lesquelles s'étend le golfe de Lava. Pour autant, certains dispositifs peuvent représenter un frein sur des zones qui ne sont pas côtières."

Aussi François Faggianelli a-t-il exposé le cas du projet des "hameaux de l'avenir", destiné à créer un groupe scolaire, un cabinet médical et cent cinquante logements - dont plusieurs sociaux - sur sa commune. Tandis qu'Étienne Ferrandi pointait le risque de "télescopage" entre Padduc et PLU.

Sans pouvoir garantir des réponses "au cas par cas", Jacques Mézard s'est voulu "pragmatique", désireux d'apporter aux élus des "solutions concrètes". En proposera-t-il lors de sa prochaine visite ? Les paris sont ouverts.

LAURE FILIPPI-LEONETTI